

Embassy of the United States of America  
Bujumbura, Burundi

**DECLARATION A LA PRESSE**  
**28 Juillet 2015**

**L'Envoyé Spécial des Etats-Unis dans la Région des Grands-Lacs, Thomas Perriello**

Au cours du mois de juillet 2015, le Président Barack Obama m'a nommé au poste d'Envoyé Spécial des Etats-Unis pour la Région des Grands-Lacs. J'ai immédiatement sauté dans le premier avion afin de visiter la région pour la première en cette capacité d'Envoyé Spécial. Je viens ainsi d'effectuer une visite de trois jours au Burundi au cours de laquelle j'ai rencontré tous les acteurs burundais, y compris ceux du gouvernement, de l'opposition et de la société civile. Le gouvernement des Etats-Unis continue d'être profondément préoccupé par la situation précaire qui prévaut au Burundi, par l'état de la démocratie suite à des élections considérées comme n'étant pas libres, justes et crédibles.

Le week-end dernier, le Secrétaire d'Etat, John Kerry, a indiqué que les résultats des élections ont été "l'aboutissement d'un processus électoral contesté et caractérisé par la violence et le non-respect des droits civils et autres droits de l'homme des citoyens Burundais." Le président Obama s'est aussi exprimé sur cette question ce 28 juillet lors de la réunion au sein de l'Union Africaine et a indiqué que "lorsqu'un dirigeant essaie de changer les règles du jeu alors en milieu de la partie, juste pour se maintenir au pouvoir, il ya un risque que l'instabilité s'installe et que des conflits éclatent comme cela est le cas aujourd'hui au Burundi. L'étape périlleuse pour un pays est celui de voir un président accepter pour la première fois de ne pas briguer un troisième mandat. Mais lorsqu'un dirigeant croit qu'il est le seul à pouvoir rassembler une nation, alors ce dirigeant a échoué à réellement construire son pays." Ces propos du président Obama interviennent après le discours qu'il a prononcé au Kenya durant le week-end dernier lorsqu'il a mentionné l'état de la démocratie au Burundi. Le peuple burundais a droit de jouir des dividendes de la paix, a droit à la stabilité et à la prospérité après autant d'années de conflit, de violence et d'intimidation. Nous sommes attachés au peuple burundais, et toute atteinte commise par n'importe quel acteur, que ce soit par le gouvernement du Burundi, qui violerait les droits humains de ses citoyens, aura des conséquences sur notre assistance au pays. Comme les autres partenaires donateurs du Burundi, les récents développements ont obligé notre gouvernement à revoir les programmes déjà suspendus et ceux qui sont encore en cours. Nous appelons également à la reprise immédiate du dialogue sous l'égide la médiation, et que les participants au dialogue se penchent sur toutes les questions qui ont été déjà préalablement identifiées et mises sur la table.

Les Etats-Unis restent profondément attachés à la population burundaise ainsi qu'aux populations de la région des Grands-Lacs et nous nous attellons à trouver une solution, dans les jours, semaines et mois à venir pour un futur pacifique, démocratique et prospère du Burundi et celui de la région des Grands-Lacs.

**POUR DIFFUSION IMMEDIATE**